

En 2014 puis 2018, vous avez placé la CGT en tête des élections professionnelles à l'administration centrale. Quand vous êtes en difficulté dans votre travail, c'est vers nous que vous vous tournez. Au niveau national, c'est la CGT qui porte haut et fort vos revendications. [Notre liste est à l'image de notre ministère](#), forte de collègues de toutes les catégories, du chargé d'étude à l'agent technique, du secrétaire à la cheffe de bureau, de la gestionnaire à l'inspecteur général. **Parce que nous sommes toujours à vos côtés, cette année encore choisissez la CGT !**

1 Agir sur nos conditions de travail

Recréer enfin de l'emploi public ! En 2022, le ministère a encore supprimé 30 emplois à l'administration centrale. En 25 ans, nous avons perdu 30% de nos effectifs et le nombre d'agents continue à fondre dans toute la fonction publique ! **La qualité du service public dépend aussi de nos conditions de travail !** Partout les services sont à l'os, les collègues à bout de souffle, ça ne peut plus durer : il faut rouvrir des postes !

En finir avec les externalisations ! Des pans entiers de nos missions sont désormais délégués à des prestataires et autres cabinets de conseil alors que **les compétences existent en interne.**

Télétravail : stop à l'obstruction ! Les personnels ont démontré pendant la crise sanitaire leur capacité à télétravailler. **Deux ans de retard pour mettre à jour les textes, le mépris est insupportable.** Vite un texte local pour garantir la liberté de choix des agents !

Redonnons du sens à nos missions !

Urgence permanente, sous-effectifs, épuisement, dépassement des horaires. Manque d'autonomie, hiérarchie infantilissante, lenteur des validations. Mépris, humiliations, brimades : ça suffit ! **Tous ces dysfonctionnements déstabilisent les agents** et entraînent une **perte de sens du travail.**

Burn out pour les uns, bore-out pour les autres, non merci ! Nos missions de service public sont passionnantes et doivent pouvoir être **exercées dignement ! Qu'on nous donne les moyens de les exercer !**

S'opposer et proposer, c'est ça la CGT !

Lanceurs d'alerte, **force de propositions**, nous savons **aussi dire non** quand il le faut tenir tête pour **arracher de nouvelles avancées** :

- C'est la CGT qui a proposé à l'administration un protocole d'accord pour solutionner la situation des enseignants affectés en administration centrale
- La CGT a refusé le déménagement "sardines" de la DGESCO A2 au 103 rue de Grenelle et obtenu de meilleurs locaux par une grève locale inédite !
- La CGT a porté une réflexion sur la souffrance au travail et la prise en charge des signalements. Elle a proposé à l'administration un plan de lutte contre le harcèlement et initié une réflexion en CHSCT sur le sujet

2

En finir avec la souffrance au travail !

Harcèlement : la peur doit changer de camp ! L'administration doit faire face à ses responsabilités d'employeur : le harcèlement est puni par la loi, **la loi du silence, c'est fini !** Nous exigeons la protection immédiate des victimes, que ce soit les harceleurs qui soient déplacés et sanctionnés, pas des victimes !

C'est le travail qui doit changer ! Les agents sont en souffrance, mais c'est l'organisation du travail qui est malade. Il est grand temps de **penser une autre organisation du travail** qui prenne en considération l'engagement des agents et leur sens du service public.

3 Garantir notre pouvoir d'achat

Indexer le point d'indice de l'inflation ! Le dégel de 3,5% est totalement insuffisant face à l'inflation galopante. La perte de pouvoir d'achat depuis 2010 liée au gel du point d'indice représentait déjà + de 10%. Nous exigeons l'indexation du point sur l'indice des prix, **un rattrapage d'au moins 10% du point d'indice et l'abrogation du jour de carence.**

Primes : osons les barèmes ! La CGT a toujours dénoncé l'opacité et les inégalités dans la répartition des primes. Nous revendiquons l'intégration des primes dans le calcul des retraites et le déplafonnement des primes en catégories B et C. Il est temps de mettre en place un barème de primes pour l'IFSE et le CIA comme à Bercy garantissant la **transparence et l'égalité de traitement entre agents.**

Réfléchir pour mieux agir !

Nous aider à penser au-delà de nos horizons immédiats, c'est aussi le rôle de la CGT. Quelques exemples de **conférences-débat** organisées en 2021-2022 :

- « **Quand le travail rend malade** »
 - #1 - Danièle Linhart, sociologue du travail
 - #2 - Lise Gaignard, psychologue du travail
- Caroline Michel-Aguirre, journaliste : « **L'emprise des cabinets de conseil** - autour du livre Les infiltrés »
- Patrick Désiré, négociateur CGT : « **Pouvoir d'achat et réforme de la fonction publique** »
- Julie Gervais, politiste : « **Défendre la valeur du service public** »
- Projection du film « **Debout les femmes** » de François Ruffin et Gilles Peret

5 Améliorer la qualité de vie au travail

Déménagements : le resserrement permanent, ça suffit ! L'administration annonce réfléchir au "flex office", c'est-à-dire des bureaux nomades pour les télé-travailleurs. C'est non ! Nous exigeons **10m² de bureau minimum par agent, la garantie de bureaux fixes** et l'association des agents à tous les projets de déménagements.

Soyons réalistes, travaillons 32 heures ! Dans notre monde où tout va trop vite, il faut réapprendre à ralentir. Osons les 32 heures et la semaine de 4 jours pour partager le travail, créer des emplois et **garantir l'équilibre vie professionnelle / vie personnelle !**

Femmes : en finir avec le plafond de verre

Le label Egalité / diversité du ministère ne doit pas rester un simple outil de communication. Les salaires et les carrières des femmes et des hommes ne sont pas les mêmes. **Rendons l'égalité effective !**

- plan d'action égalité F/H sur les primes
- accompagnement spécifique des carrières des femmes
- formation de l'ensemble des encadrants et des agents à la lutte contre le sexisme et les stéréotypes de genre

4 Retraites, statut : refusons la casse !

Retraites : soyons fermes ! La mobilisation énorme de l'hiver 2019-2020 a contraint le gouvernement à abandonner son projet de retraite par points. Aujourd'hui le gouvernement veut **reculer l'âge légal de départ à 65 ans** alors que l'espérance de vie en bonne santé est de 63 ans : **c'est non !**

Réforme de la fonction publique : danger ! Le gouvernement annonce un chantier de refonte des rémunérations pour plus d'individualisation et toujours plus d'injustices. Au contraire, **nous avons besoin d'un statut de la fonction publique renforcé**, moins morcelé, avec un seul grade par corps pour débloquer les carrières !

Réorganisations : de la stabilité dans notre travail !

Chaque nouveau directeur semble vouloir laisser sa marque par une nouvelle réorganisation. Faire de la communication avec les organigrammes, ça suffit ! Pourtant c'est simple: les agents font l'activité de ce ministère. **Ce sont eux qui doivent être mis au cœur du processus de décision !**

Se donner les moyens de la déconnexion ! La généralisation du télétravail porte un risque de sursollicitation des agents et de difficulté à décrocher du travail. **Assumons des suspension des serveurs de messagerie sur plages fixes**, nos mails peuvent bien attendre le lendemain !